

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 03/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **NESTLE PURINA PETCARE FRANCE**

ZONE INDUSTRIELLE DE LA PLAINE  
42340 Veauche

Code AIOT : 0054201036

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE LA PLAINE 42340 Veauche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre des restrictions mises en place au titre de la sécheresse. Son objectif est de vérifier si l'exploitant a connaissance des restrictions mises en place le jour de l'inspection et si celles ci sont mises en œuvre correctement. La vérification de la pertinence du Plan de Sobriété Hydrique a également été vérifiée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE PURINA PETCARE FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DE LA PLAINE 42340 Veauche
- Code AIOT : 0054201036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de fabrication d'aliments humides pour chats

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- inspection sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Sécheresse –	Arrêté Préfectoral	/	Lettre de suite	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	du 18/04/2023, article 4,3 annexes 3 4 et 5		préfecturale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4,1,1 et 4,1,2	/	Sans objet
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Code de l'environnement du 01/01/1901, article 211-1	/	Sans objet
4	Sécheresse - respect de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	/	Sans objet
6	Sécheresse – Cas des sites sans restrictions liée à l'arrêté cadre local	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant était au courant des mesures de restrictions qui s'imposaient à lui et avait globalement mis en place les mesures de restrictions prévues. Une explication était cependant nécessaire afin qu'il comprenne l'origine, parfois différente de l'eau potable utilisée sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4,1,1 et 4,1,2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Identification du ou des milieux de prélèvement</li><li>- Plan des réseaux d'alimentation</li><li>- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)</li><li>- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)</li><li>- Volumes prélevés</li><li>- Respect des volumes prescrits le cas échéant</li><li>- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>- Identification du ou des milieux de prélèvement : l'entreprise est située dans la zone d'alerte "Mont du Lyonnais", zone prise en compte pour l'eau provenant du forage. L'adduction en eau potable est assurée par le Syprofor dont l'eau provient d'un prélèvement situé dans la zone "Loire Amont". Ce réseau peut être interconnecté à celui de St Étienne Métropole dont l'eau provient du barrage de Lavalette.</p> <p>Le jour de l'inspection l'interconnexion était activée et il n'existe, de fait, pas de restriction concernant l'alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan des réseaux d'alimentation</li></ul> <p>Le plan des réseaux est à jour. La différenciation de l'origine de l'eau est claire</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)</li></ul> <p>Le site dispose de 132 compteurs répartis sur l'ensemble des ateliers</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)</li></ul> <p>journalier</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Volumes prélevés</li></ul> <p>Les volumes prélevés sont suivis et les volumes autorisés dans le DAE sont respectés</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant</li></ul> <p>Gerepe est correctement renseigné</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/1901, article 211-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne</p>
<b>Constats :</b> <p>L'entreprise a engagé de nombreuses actions afin de réduire sa consommation en eau. Elle dispose d'une connaissance fine de l'utilisation de l'eau pour les différents process. A titre d'exemple 1/3 de l'eau est utilisé pour le lavage et 17 % est de l'eau "ingrédient" servant à la fabrication des recettes. En termes d'économie d'eau sur les 20 dernières années, l'entreprise est passée d'un ratio de 5.24 M3 d'eau/T de produits fabriqués à 2.60 en 2022. S'agissant de l'eau rejetée, le site est passé de 2.90 M3 d'eau rejeté/T de produits fabriqués à 1.18 M3/T en 2022. On constate une baisse linéaire de ces deux indicateurs sur les 20 dernières années.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Sécheresse - respect de l'AM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration dans démarche simplifiée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a rempli ses obligations de déclaration dans l'outil national.
<b>Constats :</b> L'exploitant a l'obligation de saisir sa consommation dans l'outil démarches simplifiées. Il respecte cette obligation. Il devra toutefois revoir le calcul du volume de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 4,3 annexes 3 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour les Sites
<b>Prescription contrôlée :</b> Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
<b>Constats :</b> L'entreprise souhaite bénéficier d'une exemption à l'arrêté préfectoral départemental du 18/04/2023. Elle a à cet effet renseigné un PSH. Ce dernier permet bien d'apprécier les efforts faits par l'entreprise afin d'économiser l'eau. Il devra toutefois être complété concernant le positionnement de l'entreprise par rapport aux MTD applicables à son secteur (arrêté du 27/02/20 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire) et également renseigner de manière plus précise le recensement des actions de réduction mise en œuvre par l'entreprise (onglet 3 du classeur PSH).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 6 : Sécheresse – Cas des sites sans restrictions liée à l'arrêté cadre local**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction de volume selon l'AM
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérifier la réduction de volume prélevé
<b>Constats :</b> L'entreprise a mis en place la réduction de volume, sur son forage, dès qu'elle a eu connaissance des mesures de restriction s'appliquant à elle. Une petite erreur est constatée concernant la diminution exacte de consommation à mettre en œuvre (calcul du volume de référence). L'entreprise envisage d'arrêter l'alimentation de l'usine via le forage si la zone passe en crise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet